

C'est pour cette raison que partout où il est possible de communiquer avec la population, on doit la convaincre de la bonne volonté du Parlement. Il faut écouter les gens, prêter une oreille attentive à leurs suggestions, afin qu'ils comprennent bien que s'il y a quelque chose à faire, on le fera avec eux et, tous ensemble, on en bénéficiera.

En terminant, si le Règlement me le permet, je proposerai un amendement au bill, à l'étape de la troisième lecture, comme conséquence logique de mon argumentation. Je propose, appuyé par l'honorable député de Portneuf (M. Godin), l'amendement que voici:

Que la motion principale soit amendée, en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant les mots «dans six mois de ce jour» à la fin de la question.

[Traduction]

M. Cliff Downey (Battle River): Monsieur l'Orateur, la mesure dont nous sommes saisis prévoit le maintien d'une surtaxe qui, nous devons tous le reconnaître, ne fait qu'accentuer le caractère répressif de la fiscalité au Canada. C'est en raison de ce caractère que l'entreprise au Canada se trouve aujourd'hui pour ainsi dire étranglée. Personne à la Chambre ne peut douter que nous sommes allés trop loin dans la voie du socialisme au Canada. Qu'il me soit permis de donner lecture d'un extrait d'une conférence qu'a prononcée M. J. Allyn Taylor, président du conseil d'administration et directeur de la société Canada Trust-Huron and Erie, à la réunion générale annuelle des actionnaires, dont le texte figure dans une publication arrivée aujourd'hui à mon bureau. M. Taylor cite des chiffres comparatifs sur la proportion du produit national brut de divers pays, consacrée au financement de leurs gouvernements respectifs. Il s'exprime en ces termes:

Ils montrent où nous en sommes en comparaison d'autres grands pays donnant sur le Pacifique, avec lesquels nous devons lutter pour plus de la moitié du commerce mondial. Aujourd'hui, une proportion de 35 p. 100 de notre produit national brut sert au maintien du gouvernement au Canada. En Nouvelle-Zélande, pays que nous avons longtemps estimé très imbu de socialisme, la proportion est de 31 p. 100. Aux États-Unis, elle est de 28 p. 100, y compris les frais de la guerre du Vietnam. Elle est de 21 p. 100 en Australie et de 16 p. 100 au Japon. Ce sont des preuves concrètes, me sembler-t-il, de notre engagement profond dans la voie d'un devenir socialiste.

La première prémisse du socialisme est que le gouvernement prend tout et donne à chacun selon ses besoins. M. Taylor ajoute ultérieurement:

Les preuves abondent de la domination croissante du secteur public fédéral sur l'ensemble de nos vies. Elle s'accompagne d'une réduction correspondante de l'influence des échelons inférieurs du gouvernement et du secteur privé. Constatons que le gouvernement fédéral, au cours de la dernière décennie, accuse une croissance de plus du double du taux annuel de l'ensemble de l'économie. Il est devenu tellement massif, si peu maniable et tellement enveloppant que son inefficacité et ses extravagances sont de plus en plus difficiles à combattre, peu importe les bonnes intentions de ses fonctionnaires.

Selon une loi de Parkinson, «De l'expansion vient la complexité, de la complexité, la dégénérescence». La démesure menace toutes les institutions connues de l'homme et le gouvernement ne fait certainement pas exception.

Nous devons reconnaître qu'il serait impossible de renverser la tendance, compte tenu des progrès technologiques d'aujourd'hui dans notre pays, et qu'il nous sera presque impossible d'atteindre à l'avenir ce qu'on est convenu d'appeler le plein emploi. Je veux parler d'em-

[Mr. Lambert (Bellechasse).]

ploi utiles et à plein temps car en fait un tiers des Canadiens que nous considérons actuellement comme employés ne le sont pas vraiment ni utilement. Nous savons que l'industrie présente un fort pourcentage de parasitisme et que bien des emplois pourraient être occupés par des machines. Il faut admettre que le plein emploi ne serait possible que si nous revenions 100 ans en arrière. Il nous faudrait abandonner les progrès technologiques que nous avons réalisés et en revenir au travail manuel. Il est temps que tous les partis en faveur de la libre entreprise tiennent compte des progrès de Kelso et de certains de ses collègues. J'ai en tête un deuxième plan de revenu.

Pour toute personne sensée, il est évident que deux facteurs sont essentiels à la production: la main-d'œuvre et le capital. Il nous faut admettre que l'individu a le droit de s'intéresser aux deux. Il nous appartient de concevoir un système qui rendrait le capital productif aux travailleurs. Ce n'est pas impossible et c'est notre seule alternative pour éviter un contrôle étatique total à l'avenir.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

M. l'Orateur: La Chambre est appelée à se prononcer sur l'amendement de M. Lambert (Bellechasse) à la motion principale. Plaît-il à la Chambre d'adopter ladite motion? Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

M. l'Orateur: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

M. l'Orateur: Qu'on appelle les députés.

(L'amendement de M. Lambert (Bellechasse), mis aux voix, est rejeté.)

POUR

MM.

Barnett
Bell
Benjamin
Burton
Code
Diefenbaker
Dionne
Downey
Fairweather
Flemming
Forrestall
Gleave
Godin
Hales
Harding
Hees
Horner
Howard (Skeena)
Howe
Knowles (Winnipeg-
Nord-Centre)
Korchinski

MM.

Lambert
(Bellechasse)
Lewis
MacInnis (Cape
Breton-East Richmond)
MacInnis (M^{me})
MacLean
Macquarrie
McCleave
McCutcheon
McGrath
McIntosh
McKinley
Mather
Moore
Muir
Nesbitt
Nowlan
Nystrom
Orlikow
Paproski
Peddle